

Avant-Propos

L'écosystème médiatique tunisien a connu de nombreuses transformations, sous l'impulsion des profonds changements politiques et sociaux intervenus dans le pays depuis la Révolution de 2011. Ce processus intervient à un moment où, partout dans le monde, la confiance dans les institutions et la participation à la vie publique déclinent, des menaces croissantes pèsent sur la liberté de parole et des médias, tandis que la désinformation est facilitée par le détournement d'évolutions technologiques.

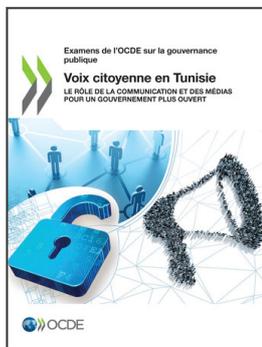
Pour lutter contre cette tendance croissante à la défiance et au retrait de la vie publique, les pays membres et partenaires de l'OCDE ont déployés, au cours des quinze dernières années, des stratégies et des initiatives en faveur du gouvernement ouvert. Le Rapport de l'OCDE (2017) *Gouvernement Ouvert – Contexte Mondial et Perspectives* et les nombreux Examens par l'OCDE du Gouvernement ouvert ont mis au jour divers apports possibles des écosystèmes de la communication et des médias à la mise en œuvre des principes du gouvernement ouvert que sont la transparence, la responsabilité, l'intégrité et la participation des citoyens.

Les analyses de l'OCDE montrent cependant que les efforts menés pour tirer profit de cette interaction mutuellement bénéfique n'ont pas été systématiquement ni suffisamment pris en compte. Ce rapport est un des premiers Examens OCDE du Gouvernement ouvert qui se concentre sur cette contribution inexploitée de la communication publique et des médias aux réformes du gouvernement ouvert. Il examine, d'une part, la manière dont les stratégies, politiques et structures de communication peuvent favoriser un gouvernement plus responsable et efficace, qui accroît la transparence et la participation. Il évalue, d'autre part, les principales composantes du secteur des médias, et notamment les médias locaux, associatifs et en ligne, ainsi que l'effectivité et l'utilisation des dispositions législatives en matière d'accès à l'information, et leur contribution à une plus grande ouverture du gouvernement. Au regard du rôle bien connu des réseaux sociaux dans le Printemps arabe et de l'usage actif de Facebook par la moitié de la population tunisienne, le lien entre écosystèmes médiatiques et de communication, d'une part, et de bonne gouvernance, d'autre part, apparaît d'une importance décisive pour le futur de la vie démocratique en Tunisie, comme pour le développement socio-économique.

Cette publication formule des recommandations à l'attention du gouvernement tunisien, en se fondant sur les réponses de 14 ministères et institutions publiques au questionnaire, sur l'information rassemblée au cours des entretiens avec les représentants des médias, des organisations de la société civile, et de l'administration tunisienne, ainsi que sur les bonnes pratiques des pays membres et partenaires de l'OCDE. Plus précisément, le Rapport s'inspire de la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement Ouvert qui met l'accent sur le rôle de la communication comme facteur d'une plus grande ouverture, et souligne le besoin de la considérer non comme un simple moyen d'informer la population, mais comme un outil stratégique au service de l'élaboration des politiques publiques et de la fourniture des services. La Recommandation introduit par ailleurs le concept d'« État ouvert », dans lequel des acteurs spécifiques comme les médias jouent un rôle décisif pour promouvoir les réformes du gouvernement ouvert.

Les programmes d'appui aux médias se concentrent généralement, dans un contexte de coopération au développement, sur l'appui direct aux journalistes et aux agences de presse. Les défis que soulèvent pour la gouvernance publique un paysage médiatique changeant

n'ont cependant pas été suffisamment examinés. Il est ainsi nécessaire d'affiner les recommandations sur la manière de répondre à ces enjeux, ainsi que de tirer profit des opportunités qui se présentent aujourd'hui, pour promouvoir une démocratie forte et une croissance inclusive.



Extrait de :

Voix citoyenne en Tunisie

Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264306622-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Avant-Propos », dans *Voix citoyenne en Tunisie : Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cfeaab5a-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.